



CHAPITRE 62

Loi autorisant des ententes entre commissions scolaires et institutions d'enseignement privées

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
235, a.
203, mod.

1. L'article 203 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifié en remplaçant, dans les quatorzième et quinzième lignes du paragraphe 3°, les mots et chiffres « des articles 496 ou 497 » par les mots et chiffres « de l'article 496 ».

Id., a.
206, mod.

2. L'article 206 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Transport gratuit.

« Toute commission scolaire peut aussi permettre à tout élève qui est domicilié dans son territoire et qui fréquente une institution d'enseignement autre qu'une école visée au premier alinéa, d'utiliser gratuitement le transport qu'elle organise pour les enfants de ses écoles ou de son territoire. »

S.R., c.
235, a.
209, ab.

3. L'article 209 de ladite loi est abrogé.

Id.,
part. VI,
titre
remp.

4. Ladite loi est modifiée en remplaçant le titre de la sixième partie, qui précède l'article 469, par le suivant:

CHAPTER 62

An Act to authorize agreements between school boards and private educational institutions

[Assented to 29th June 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 203 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is amended by replacing the words and figures "of section 496 or 497" in the fourteenth line of paragraph 3 by the words and figures "of section 496".

R.S., c.
235, s.
203, am.

2. Section 206 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

Id., s.
206, am.

"A school board may also allow any pupil residing in its territory and attending an educational institution other than a school contemplated in the first paragraph to use without charge the transportation provided by the said board for the children of its schools or territory."

Free
trans-
portation.

3. Section 209 of the said act is repealed.

R.S., c.
235, s.
209, re-
pealed.

4. The said act is amended by replacing the title of Part VI which precedes section 469 by the following:

Id.,
Part VI,
title
replaced.

« DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES —
DES ENTENTES ENTRE COMMISSIONS SCOLAIRES,
COMMISSIONS RÉGIONALES ET
INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉES. »

S.R., c.
235, part.
VI, sec.
II, remp.

5. Ladite loi est modifiée en remplaçant la section II de la sixième partie, comprenant les articles 496 et 497, par ce qui suit:

« SECTION II

« DES ENTENTES ENTRE COMMISSIONS SCOLAIRES,
COMMISSIONS RÉGIONALES ET INSTITUTIONS
D'ENSEIGNEMENT PRIVÉES

Ententes
autori-
sées.

«**496.** Toute commission régionale peut, avec l'autorisation préalable du ministre, conclure pour une période déterminée une entente en vertu de laquelle des enfants relevant de sa compétence peuvent à ses frais fréquenter une école d'une autre commission ou une institution d'enseignement privée.

Idem.

Le ministre peut autoriser d'autres commissions scolaires à conclure une telle entente.

Autorisa-
tion pour
mettre fin
à entente.

Aucune partie à une telle entente ne peut y mettre fin avant l'expiration du terme fixé, sauf avec l'autorisation préalable du ministre et aux conditions que celui-ci détermine.

Paiements
autorisés.

Une commission régionale ou une commission scolaire peut décider par résolution de payer, pour chacun des enfants relevant de sa compétence et fréquentant hors de son territoire une institution d'enseignement privée qui a conclu avec une autre commission une entente visée au présent article, les frais d'enseignement stipulés dans cette entente. »

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le 1er juillet 1967.

“REGIONAL SCHOOL BOARDS —
AGREEMENTS BETWEEN SCHOOL BOARDS,
REGIONAL BOARDS AND
PRIVATE EDUCATIONAL INSTITUTIONS.”

5. The said act is amended by replacing Division II of Part VI, which comprises sections 496 and 497, by the following:

R.S., c.
235, Pt.
VI, Div.
II, re-
placed.

“DIVISION II

“AGREEMENTS BETWEEN SCHOOL BOARDS,
REGIONAL BOARDS AND PRIVATE EDUCATIONAL
INSTITUTIONS

“**496.** Any regional school board, with the prior authorization of the Minister, may make for a fixed period an agreement whereby children under its jurisdiction may, at its expense, attend a school of another board or a private educational institution.

Agree-
ments
author-
ized.

The Minister may authorize other school boards to make such an agreement.

Idem.

No party to such an agreement shall terminate it before the expiration of the term fixed, except with the prior authorization of the Minister and on such conditions as he may determine.

Author-
ization to
terminate
agree-
ment.

A regional board or school board may decide by resolution to pay, for each child under its jurisdiction who attends, outside its territory, a private educational institution which has made with another school board an agreement contemplated in this section, the tuition fees stipulated in such agreement.”

Payments
author-
ized.

6. This act shall come into force on the 1st of July 1967.

Coming
into force.